

"L'implication de la société civile est la grande réussite de la COP 21"

14 janvier 2016

<http://www.gouvernement.fr/l-implication-de-la-societe-civile-est-la-grande-reussite-de-la-cop-21-3513>

Conseiller d'État, Bettina Laville est fondatrice du Comité 21 et présidente du Comité d'orientation scientifique du Club France Développement durable. Celle qui a assisté aux négociations en tant qu'observateur dresse son bilan de la COP 21 et de l'Accord de Paris qui a été conclu.



Pouvez-vous nous expliquer en quelques mots ce qu'est le Comité 21 ?

Le comité 21 a été fondé en 1994, après le Sommet de la Terre de Rio en 1992, par Simone Veil, Huguette Bouchardeau et moi-même. Nos trois structures ont fusionné et nous avons créé le Comité 21, pour faire fonctionner ce que l'on appelait "L'agenda 21", après Rio. Dans un premier temps, nous avons mis en place différents programmes de promotion de développement durable. C'est nous qui avons, d'ailleurs, lancé la première "écol-ogie", dans une grande exposition à Villeurbanne : la maison écologique. Ensuite, nous avons participé au Sommet de Johannesburg (Rio +10), en 2002. Et nous avons fait toutes sortes d'actions. Le principe du Comité 21 c'est, en quelque sorte, le Grenelle de l'environnement, mais dix ans avant : on a mis ensemble des entreprises, des collectivités locales, des associations et l'État, etc. On a élargi, il y a deux ans, au Club France Développement durable, un club qui rassemble tous les adhérents qui veulent organiser des événements à l'occasion des conférences internationales.

Comment le Comité 21 s'est-il impliqué dans la COP 21 ?

Le **Comité 21** est un réseau d'acteurs engagé dans la mise en œuvre opérationnelle du développement durable. Il a pour mission de créer les conditions d'échange et de partenariat entre ses adhérents issus de tous secteurs (entreprises, collectivités, associations, institutions...) afin qu'ils s'approprient et mettent en œuvre, ensemble, le développement durable à l'échelle d'un territoire. Le PNUE et le PNUD en sont membres de droit.

Le Comité 21 a toujours été proche des conférences internationales. Nous avons déjà une importante délégation à Johannesburg, en 2002. On avait évidemment une délégation à Rio+20, en 2012. Nous avons donc toujours suivi les COP Climat, mais c'est la première fois que l'on fait quelque chose de spécifique. Nos adhérents nous ont demandé de nous focaliser sur la question des solutions. Nous avons donc lancé l'opération "Solutions COP 21", avec d'un côté [une exposition au Grand Palais](#) et, dans le même temps, le livre du CNRS "*Quelles solutions pour lutter contre le réchauffement climatique ?*" Cet ouvrage collectif, que nous avons coordonné, présente 40 articles de chercheurs.

Quel rôle a joué le Comité 21, sur place, au Bourget ?

Nous avons un stand au Bourget, en "zone bleue" (la zone de négociation officielle des Nations unies, ndr). Nous avons participé à des événements et organisé des *side events*, en particulier celui sur l'adaptation au réchauffement climatique, essentiellement pendant la première semaine qui était une semaine plus "classique" de conférence internationale. La deuxième semaine, nous avons participé à la négociation en tant qu'observateurs de l'Onu.

Que pensez-vous de l'accord obtenu ?

Il eût été absolument dramatique qu'il n'y ait pas d'accord. Et l'Accord de Paris, sans être tout à fait satisfaisant sur le plan climatique, est je pense le meilleur accord que l'on puisse avoir étant donné la situation internationale. En cela, c'est un très bon résultat diplomatique. Mais sur le plan climatique, il n'y a pas un scientifique sérieux qui vous dise que le 1,5°C est atteignable. En revanche, il est certain que si la France n'avait pas posé l'objectif de 1,5°C, elle n'aurait pas obtenu ce résultat. Il est toujours plus productif de viser plus bas que plus haut.

Quel regard portez-vous sur le déroulé des négociations, vous qui avez pu y assister ?

Jusqu'au jeudi de la deuxième semaine, l'ambiance était très optimiste. Elle s'est par contre beaucoup tendue le vendredi 11 décembre. Quand on arrive dans le "dur", aux choses sérieuses, c'est toujours comme ça. Je n'ai jamais pensé que ça se terminerait sur un accord.

Il y a eu deux choses qui m'ont paru frappantes, mais on ne l'a pas appris à cette COP. La première, c'est que le président Barack Obama voulait absolument, avant la fin de son mandat, obtenir un accord. Il voulait aussi que cet accord soit pérenne, c'est-à-dire ne pas rencontrer le même problème qu'avec le protocole de Kyoto. C'est pour cela que l'Accord de Paris est finalement très peu contraignant par définition. On ne peut pas dire que l'accord est contraignant et en même temps qu'il va pouvoir passer devant des institutions américaines. Ce n'est pas possible. Mais c'était sans surprise, on savait les choses.

Ensuite, nous savions que l'Inde serait récalcitrante, mais j'ai trouvé qu'elle l'avait encore plus été que ce que l'on avait pu anticiper. La fameuse date de 2025 pour le prochain rendez-vous, c'est vraiment l'Inde qui l'a totalement imposée.

Il y a tout de même un premier rendez-vous en 2018 ?

Oui, mais c'est le premier rendez-vous pour les contributions nationales. Dans l'Accord de Paris, il y a un détail important sur la manière dont les pays doivent élaborer les contributions. Avant, les contributions nationales n'étaient pas cadrées. Avec le nouvel accord, c'est beaucoup plus structuré. C'est vraiment intéressant, parce qu'on aura une comparabilité beaucoup plus forte et la transparence sera exigée, en tout cas organisée. C'est important. Il ne peut pas y avoir de bilan à chaque COP, mais il faut des points d'étape réguliers. Le premier sera en 2018.

En revanche, le rendez-vous global, au-delà des contributions nationales, où l'on va confronter politiquement la progression des émissions avec le résultat de toutes ces contributions, c'est 2025. Cela veut dire que, comme tout est volontaire et qu'il n'y a pas d'obligation, l'Inde et d'autres pays ont gagné dix ans pour continuer de se développer à leur rythme. Cela ne veut pas du tout dire qu'ils ne vont pas faire d'efforts. On sait bien que l'Inde a un programme solaire important, qui a été présenté le premier jour. Mais l'Inde l'a affirmé au cours d'une conférence de presse, que j'ai trouvé extrêmement virulente, *"nous avons encore besoin du charbon et ce n'est pas vous qui allez nous empêcher de l'utiliser."* D'ailleurs, on ne s'y trompe pas, le communiqué de satisfaction qui a été lancé juste avant l'approbation de l'accord, samedi après-midi, c'était l'Inde, la Chine. J'avais fait un article après Copenhague disant que l'on avait commencé à voir le basculement du monde. Manifestement, ce n'était plus l'Europe qui était *leader*, mais les pays émergents. Pendant la COP 21, ce sont principalement les pays émergents qui ont donné le "la".

Êtes-vous satisfaite de l'implication de la société civile dans cette COP 21 ?

C'est la grande réussite de ce sommet. Dans mon expérience des COP Climat, jamais les acteurs de la société civile n'ont été aussi présents ! Jamais ! Il y a eu une vraie résolution du côté des entreprises et on aura manifestement un "avant" et un "après" COP 21, du fait que le charbon a été condamné. Après, c'est la fameuse "transition", les choses ne se font pas en un jour. On a vécu de nombreuses COP avec des entreprises qui étaient ou bien sceptiques, ou qui faisaient attention que leurs intérêts soient sauvegardés.

L'autre réussite, c'est la progression de conscience et d'action des collectivités. Plusieurs villes, comme Paris et Lyon, ont organisé des sommets. Je crois que c'est une vraie révolution, car si toutes

les villes s'y mettent, si les acteurs de la société civile s'y mettent, les accords étatiques deviennent simplement des cadres d'action. Avant, il n'y avait rien à côté de la négociation officielle. Il y avait l'Onu qui ramait toute seule pour faire comprendre cela. Maintenant, tout le monde a compris, tout le monde s'y met. Et l'Agenda des solutions est une vraie réussite. Ce qui est intéressant, c'est qu'il fait partie de l'accord. Et ça, c'est très important.

Quel regard portez-vous sur les engagements nationaux de la France ?

La France a toujours eu un bon niveau, notamment grâce à l'énergie nucléaire. Mais, en même temps, elle a plus d'efforts à faire pour s'améliorer. C'est une situation paradoxale. La loi sur la transition énergétique est un assez bon texte, mais il faut voir comment il va être appliqué.

La France était de plus politiquement légitime pour organiser ce sommet. Il ne faut pas oublier que la première grande réunion internationale, le sommet de La Haye, a été organisée à l'initiative de François Mitterrand. A la conférence de Rio, le négociateur pour l'Onu était un Français, Jean Ripert, qui avait été fonctionnaire à l'Onu. C'est lui qui a écrit la convention, qui a obtenu l'accord en particulier de l'Afrique. On a donc une tradition sur le climat, et c'est pourquoi nous étions tout à fait légitimes pour organiser la COP 21.